

Introduction : Un choc d'avenir

Jean-Paul Fitoussi et Éloi Laurent

Contre la vision religieuse de l'économie

On s'interroge à raison dans nos sociétés sécularisées sur l'éternel retour du religieux : notre modernité ne parviendrait pas à s'abstraire du sacré. La résurgence des croyances et des chapelles, d'autant plus brutale qu'elle est refoulée, menacerait l'ordre fragile de la rationalité démocratique. Ce phénomène est connu, son étude avancée. Mais il est une de ses dimensions essentielles qui échappe presque entièrement au regard : le dogme religieux a trouvé dans le discours économique une métamorphose inattendue et une nouvelle vie. Comme il y a une vision policière de l'histoire, il y a désormais une vision religieuse de l'économie.

La croissance ? Elle naît seulement du goût de l'effort et de l'ardeur au travail. Le travail ? C'est une affaire de vertu. L'Etat ? Un lieu de perdution et de prédation. La dette publique ? La chronique inexpiable des fautes passées que nous transmettrons à nos enfants. L'Etat providence ? La charité pour les misérables. La mondialisation ? Une fatalité transcendante, miséricordieuse pour les humbles, les faibles et les purs, vengeresse pour les puissants et les nantis (« les derniers seront les premiers »). L'écologie ? Une école de modération, ou mieux, d'abstinence. Le déclin national ? La paresse morale, la luxure sociale, l'avarice envers les générations futures. L'avenir ? Il dépend de notre esprit de sacrifice, de notre pénitence et de nos prières. Telles sont les morales édifiantes de cet improbable évangile selon saint Marché. Ainsi soit-il. Revenons ici-bas.

La croissance de long terme dépend de notre intelligence à innover, c'est-à-dire du développement du progrès technique et de l'avancement des connaissances. Le travail (comme le chômage) est aussi une affaire sociale. L'Etat est le moyen de mettre en scène notre avenir collectif, la dette publique en est un puissant levier. L'Etat providence vise à protéger, assurer, stabiliser. L'écologie est le laboratoire de notre croissance future. Il n'y a pas d'interstices mystérieux dans lesquels se logerait la mondialisation : elle est faite d'Etat-nations. Les humbles, chinois et indiens notamment, qui travaillent sans relâche tandis que nous nous complairions dans notre opulence sont sortis du sous-développement en prenant un soin scrupuleux à ne respecter aucun des dogmes de l'orthodoxie économique qui ont tant coûté à l'Afrique et à l'Amérique latine. Les premiers sont d'ailleurs toujours les premiers et comptent bien le rester : les Américains savent de longue date que la grammaire de la mondialisation est la puissance des Etats.

Si la France désormais européenne compte maîtriser son avenir, si elle veut restaurer sa puissance -c'est-à-dire sa capacité à assumer les préférences collectives de ses citoyens dans un monde qui tend à les altérer- elle doit commencer par revenir à la laïcité économique. Or, le débat public nous apparaît aujourd'hui stérilisé, pris entre l'intégrisme de l'économie religieuse et la crise d'urticaire anti-libérale qu'il provoque. L'ambition de cet ouvrage est d'abord d'échapper à cette alternative en trompe l'œil, qui se tient si bien et ne mène nulle part.

La France européenne dans la mondialisation : protéger pour produire

Mais comment surmonter le défaut d'avenir qui semble paralyser la France jusqu'à l'imagination ? Comment remédier à cette dépréciation du futur qui fait craindre, si l'on en croit les enquêtes d'opinion, à la moitié des Français de devenir SDF ? Les problèmes français ne se renouvellent guère et la nature des solutions qu'on voudrait y apporter moins encore. Il importe, pour commencer l'analyse, de reconnaître que le « modèle français », bloc homogène inaltérable que le pays traînerait comme un boulet depuis la fin de l'âge d'or des « trente glorieuses », n'existe plus que dans l'esprit de ses détracteurs. La France achève une mutation profonde de deux décennies au terme de laquelle elle s'est profondément européanisée et mondialisée, structurellement métamorphosée et socialement hybridée.

Dès lors, la question est bien plutôt celle de la cohérence entre ces transformations, les aspirations des Français et le contexte européen-mondial dans lequel se déploie désormais la puissance nationale. L'équation économique et sociale de la France européenne est à cet égard d'une rare simplicité : maintenir le choix de la solidarité suppose d'accroître le revenu par tête. La question est donc de savoir comment protéger pour produire dans un contexte d'ouverture fortement concurrentiel. L'échelle pertinente de cette question est européenne : les affaires européennes sont depuis longtemps déjà des affaires intérieures, ce qui veut dire qu'une partie de nos problèmes est partagée par nos voisins et que nous détenons avec eux la clé d'une partie de leur solution.

Quelle stratégie de protection ? La mondialisation oblige les Etats à opter pour un degré optimal de libéralisation, c'est-à-dire un degré optimal de protection. A cet égard, et dans une perspective historique, deux réactions à une intégration économique croissante sont envisageables. La première consiste à choisir le protectionnisme commercial et financier. La seconde vise à (re)construire un Etat providence et à le coupler avec des politiques macroéconomiques actives, car l'ouverture accroît mécaniquement les demandes de stabilisation. Le défaut majeur du protectionnisme est qu'il favorise la rente et non l'innovation, ce qui ne veut pas dire qu'il n'ait pas son utilité pour les pays en voie de développement. Mais le régime de croissance de la France européenne est avancé et se nourrit à présent de la prise de risque. Il faut donc que l'Etat social et macroéconomique prévienne le plus qu'il le peut la volatilité des revenus qu'engendre l'ouverture et la concurrence, qu'il réduise les risques collectifs pour que chaque particulier, chaque entreprise, soit davantage incité à prendre des risques individuels. La protection sociale qu'assure l'Etat providence dans une nation n'est pas le tribut payé par le secteur productif aux incapables de la croissance mais le ressort caché du dynamisme économique. Plus les individus seront protégés -par l'Etat providence comme par l'Etat macroéconomique- plus ils seront productifs et plus le degré d'ouverture et d'efficacité économique s'accroîtra.

Il importe de comprendre à cet égard que les politiques macroéconomiques constituent la garantie fondamentale de l'activité pour les grands pays dont la croissance dépend avant tout du marché intérieur. Plus les entreprises et les travailleurs perçoivent que l'Etat macroéconomique se montre réactif face aux ralentissements économiques et moins ceux-ci auront d'effets négatifs sur les structures sociales. A l'inverse, plus les agents économiques observent une relative inertie dans la conduite des politiques macroéconomiques et plus ils adopteront un comportement de repli et d'attente : épargne, licenciements, recul de l'investissement. La garantie d'activité assurée par l'Etat macroéconomique est donc le terrain fertile de l'investissement des entreprises.

La combinaison d'un Etat providence, qui prendrait au sérieux son rôle d'assureur social, et d'un Etat macroéconomique, qui stabiliserait constamment le niveau d'activité économique, constitue à nos yeux le *policy mix* adapté à une économie ouverte et concurrentielle comme celle de la France européenne. Qui plus est, ce *policy mix* est à même de contribuer à la

cohésion sociale et politique, là où le protectionnisme et l'inertie macroéconomique font diverger les intérêts de l'Etat, des producteurs, des consommateurs et des travailleurs.

Quelle stratégie de croissance ? Dans un contexte d'intégration économique, on peut en concevoir deux pour accroître la compétitivité d'un pays : l'élévation de sa productivité ou l'abaissement de ses coûts salariaux. Seule la première permet d'assurer véritablement la cohérence entre les choix et les contraintes de la France européenne (comme chez bon nombre de ses voisins et partenaires). Le développement de la compétitivité-productivité permet l'élévation des individus et des entreprises dans l'échelle des qualifications et donc des revenus. C'est aussi, au plan européen, une stratégie coopérative, car fondée sur le développement de l'investissement et la croissance mutuelle. Or, depuis le lancement de la stratégie de convergence monétaire en 1992 jusqu'au quasi-abandon de la « stratégie de Lisbonne » en 2005, la compétitivité-productivité n'a jamais été vraiment développée dans l'Union européenne. Pour des raisons qui tiennent à un manque de lucidité économique et d'ambition politique, les dirigeants européens, et parmi eux les responsables français, se sont au contraire fourvoyés dans la mauvaise acception de la notion de compétitivité, la compétitivité-coût.

Celle-ci vise à abaisser le coût du travail, notamment non-qualifié, en jouant de la modération salariale et de la baisse des charges sociales. Cette stratégie n'est autre que la désinflation compétitive prolongée jusqu'à aujourd'hui en désinflation sociale. Elle est non seulement contre-productive au plan économique, mais elle est périlleuse politiquement pour l'Union européenne car elle est foncièrement non-coopérative. Son résultat principal est d'enrichir le contenu de la croissance en emplois et de minimiser le coût en terme de chômage de la mauvaise gestion macroéconomique européenne, un ralentissement économique produisant d'autant moins de chômage que le sentier de productivité de l'économie est faible. Cette stratégie a progressivement enfermé la zone euro dans un sentier de croissance à faible productivité et l'a condamné à un retard d'investissement considérable. C'est elle qui explique aussi la stagnation généralisée du pouvoir d'achat des salaires, même dans des pays que l'on dit en pleine expansion. Autrement dit, la stratégie de compétitivité-coût a conduit la zone euro exactement là où elle ne devrait pas être dans la mondialisation.

La France européenne doit d'urgence œuvrer pour sortir de ce cercle vicieux et mettre en œuvre une stratégie de protection et de croissance efficace au plan régional, mais cette révolution sera longue, ce qui veut dire qu'il faut la hâter au lieu de commencer par renoncer devant la difficulté pour consacrer nos efforts à ce qui dépendrait « vraiment » de nous. Le destin de l'Union européenne ne dépendrait pas de la patrie de Robert Schuman, Jean Monnet et Jacques Delors ? La deuxième nation de l'Union, qui fut parmi ses membres fondateurs et se trouve aujourd'hui partie prenante de toutes ses sphères d'intégration, devrait prendre l'Europe comme donnée et renoncer à influencer son avenir ? Que l'Europe française soit une chimère ne fait aucun doute, mais la France n'a certainement pas dit son dernier mot européen.

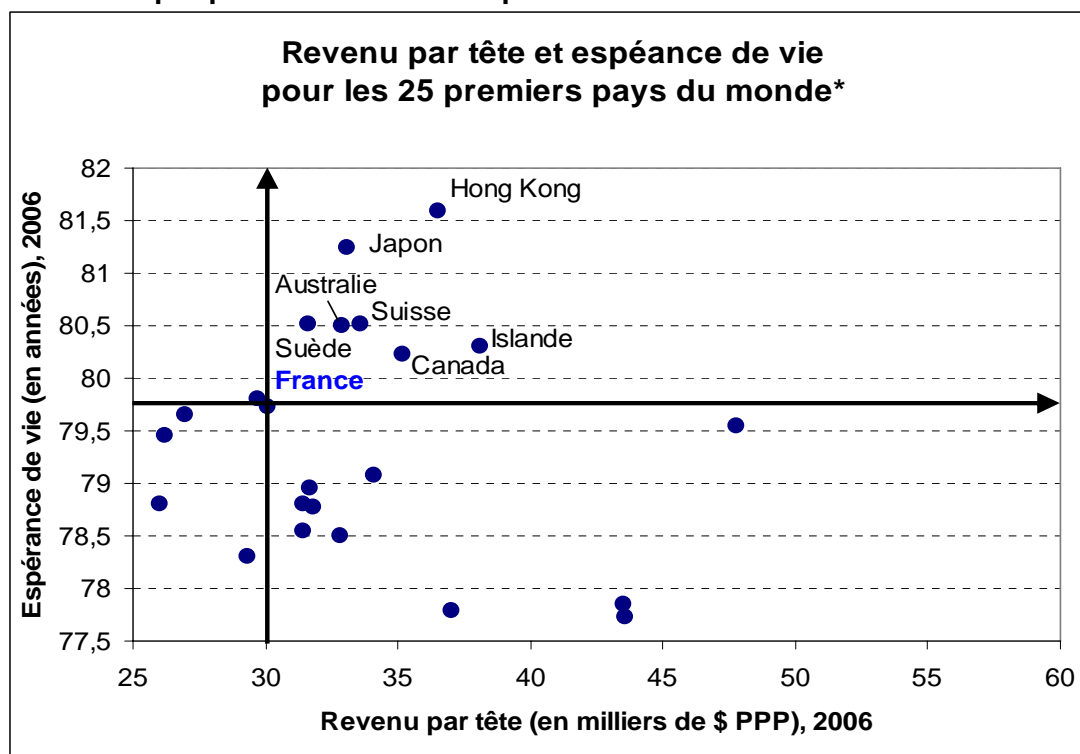
Reste que l'avènement d'une véritable puissance européenne prendra du temps. Quels sont les moyens dont dispose ici et maintenant la puissance française pour mettre en œuvre cette stratégie de croissance et de protection ? A quelles fins la mobiliser en priorité ? Notre conviction est que la France européenne peut sortir de son engluement actuel en s'administrant à elle-même un « choc d'avenir ». Cela supposerait qu'elle pose les premiers jalons de politiques sociales protectrices, de politiques macroéconomiques actives et d'un régime de croissance fondé sur la compétitivité-productivité. Pour ce faire, les politiques sociales doivent être passées au crible et réorientées, car elles laissent aujourd'hui de côté trop de catégories de personnes décisives pour l'avenir du pays. Il faut par ailleurs réinventer les politiques budgétaire et monétaire au plan national. Il faut enfin concentrer l'effort de réforme sur des universités en déshérence, qui appauvrissent le pays au lieu de l'enrichir. Il

convient en tout état de cause de partir d'un diagnostic juste, c'est-à-dire lucide et équilibré, des forces et des faiblesses de l'économie et du contrat social français.

Diagnostic, moyens et priorités

L'économie et la société françaises ne sont pas dans le piteux état que l'on veut à toute force imposer dans le débat public en jouant sur la corde nationale pathologique du déclin. La croissance économique française est plus forte depuis une décennie que celle de la zone euro, la démographie est spectaculairement dynamique, les indicateurs de santé excellents, les inégalités de revenu sont contenues. Le simple croisement du revenu par tête et de l'espérance de vie place ainsi la France parmi les nations les plus avancées du monde en 2006 (graphique 1).

Graphique 1. La France européenne dans la mondialisation en 2006



Note : Dans chaque catégorie, les 30 premiers pays ont été retenus et les catégories ont été croisées, en ne prenant pas en compte les paradis fiscaux. Le Luxembourg (68,8 ; 78,8) n'est pas représenté sur la figure. On remarquera notamment que la France n'est devancée dans sa catégorie de grand pays industrialisé que par le Japon, le Canada et l'Australie.

Source : CIA Factbook <https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/>

Comme le montrent les chapitres qui ouvrent cet E-book, la France est riche, compétitive, attractive, productive et travailleuse. Elle peut compter sur une des économies les plus performantes au monde, dont elle a su renforcer depuis deux décennies le dynamisme au contact de la concurrence européenne. La France a également su préserver, en réformant en profondeur ses politiques sociales, une part importante de son exigence d'égalité.

Mais qui nierait que les Français sont aujourd'hui en mal d'avenir ? Le chômage de masse dérègle tous les processus d'intégration, la jeunesse s'étirole, la parité économique et sociale s'éloigne plus qu'elle ne se rapproche sous l'effet de la précarité, la ségrégation et les discriminations se nourrissent mutuellement, le blocage des horizons nourrit l'angoisse et le ressentiment des classes moyennes, comme si l'espace social était devenu un jeu à somme nulle. Un véritable modèle social « fantôme » s'est incrusté en France, à l'ombre des échecs de la culture républicaine. Les Français n'ont certes pas perdu espoir dans l'avenir, mais dans leur majorité, le progrès leur paraît désormais une perspective hors d'atteinte.

S'ils forment des anticipations adaptatives, qui se fondent sur le passé pour envisager l'avenir, les Français ont hélas raison de croire en cette fin du progrès social. La première tâche de la puissance publique est donc de vaincre ces anticipations négatives, comme on a vaincu avec succès les anticipations positives d'inflation : en provoquant un choc d'avenir. Ce choc vise à modifier la carte mentale sur laquelle les anticipations sociales se fondent. Il faut donc avant tout que le choc soit crédible, ce qui suppose certes, dans une sagesse d'inspiration stoïcienne, de comprendre ce qui relève de nous et ce qui n'en relève qu'en partie, mais implique surtout de faire preuve d'imagination dans l'action publique.

Les règles de la mondialisation, que l'on dit volontiers intangibles, ne vont de soi que parce qu'aucune forme de gouvernement mondial à la hauteur des enjeux planétaires n'a encore vu le jour. Mais il y a plus à comprendre de l'environnement français. La mondialisation et l'intégration européenne sont deux espaces distincts, que l'on a trop souvent voulu confondre pour mieux réduire l'Union européenne à l'intégration des seuls marchés. Or, nous sommes engagés avec nos voisins depuis cinq décennies pacifiques, prospères et heureuses dans l'intégration des politiques publiques. C'est cet équilibre entre intégration des marchés et intégration des politiques qu'il s'agit, cinquante ans après la signature du traité de Rome, de restaurer, en faisant le choix de l'Europe des biens publics, à commencer par celui de la Communauté européenne de l'environnement, de l'énergie et de la recherche.

Les politiques macroéconomiques sont doublement contraintes par les règles européennes et par le poids des contrats de long terme de la société française (protection sociale et redistribution), dont le financement préempte à court terme une part substantielle des ressources nationales. Mais dans la situation où se trouve la population, se donner comme seule ambition politique la réduction de la dette ou des dépenses publiques est le contraire du raisonnable que l'on prétend incarner. Si la France va mal, c'est donc qu'il faut agir. Et agir, c'est investir. Au-delà, notre système fiscal, sous contrainte européenne, offre de nombreuses possibilités d'honorer le contrat social en améliorant l'efficacité économique des prélèvements. De même, la France n'a pas complètement renoncé à sa politique monétaire en choisissant l'euro : elle peut encore mener librement une politique publique de crédit, dont le service public de la caution serait l'instrument. La France pourrait ainsi concentrer ces moyens sur trois priorités pour son avenir : la maternité, la diversité et l'université.

Le contrat social français, entre solidarité et diversité

Le contrat social français repose depuis 1945 sur deux piliers : la solidarité et la diversité, c'est-à-dire l'accès égal de chacun, en tant qu'individu, quelles que soient ses particularités, à un espace public laïque.

Le déséquilibre social et le défaut d'avenir qu'a fait naître le chômage de masse depuis un quart de siècle menacent d'instituer un arbitrage politique entre ces deux fondements : à mesure que la solidarité s'érode, la diversité devient conditionnelle ; pour le dire dans un langage économique, l'ouverture paraît devenir insupportable quand elle ne s'accompagne pas de protection. Aux extrêmes, on prétend, selon deux modes en apparence disjoints, qu'il faut réduire l'ouverture pour conserver la solidarité.

Notre conviction est que la France a (encore) les moyens, en provoquant et en prolongeant le choc d'avenir dont cet ouvrage dessine les contours, de tenir pleinement et de faire tenir ensemble, les deux promesses de son contrat social. Elle retrouvera par là le goût de l'universel qui a été au fil de sa longue histoire sa raison d'être et l'a distingué dans le monde comme une nation à part.

La France européenne face à ses avenir

Cet ouvrage est le fruit d'un travail collectif mené au sein de l'OFCE par un groupe de chercheuses et de chercheurs, dont deux Prix Nobel, qui partagent la conviction que cette campagne électorale mérite un débat économique et social de fond, lucide et équilibré. Chacune et chacun s'est attaché(e) à proposer une lecture rigoureuse de l'état et des perspectives de son domaine de compétence. Les contributions sont rassemblées dans un plan simple : diagnostic, moyens et priorités. Cette introduction propose une lecture de l'ensemble que ces contributions forment, mais il en existe bien d'autres et chaque texte devrait pouvoir devenir en soi un point de repère pour le citoyen dans le débat électoral qui entre à présent dans sa phase décisive.

Fidèle à sa vocation d'animation scientifique du débat économique et à sa tradition d'indépendance, l'OFCE entend à travers cet ouvrage apporter sa libre contribution aux choix des citoyens et, plus tard, à ceux des responsables politiques.